



13^e forum des agents des douanes de l'Uemoa

La contribution de l'IA au centre des réflexions

Après la 7^e édition en 2018, Lomé abrite du 20 au 24 octobre 2025 le 13^e Forum des agents des douanes de l'Union économique et monétaire ouest-africaine. Les travaux, officiellement ouverts mardi 21 octobre 2025, devront permettre de mûrir ...



PAGE 11

SECURITE



Paix et sécurité

UNREC et UNODA forment sur le contrôle des armes légères à Lomé

La première édition du programme de formation des boursiers sur le contrôle des armes légères et de petit calibre est officiellement lancée, lundi 20 octobre 2025 à Lomé. La formation organisée par le Bureau des affaires de désarmement des Nations Unies (UNODA) et son Centre régional pour la paix et le désarmement en Afrique (UNREC) ...

PAGE 11

DEVELOPPEMENT



Compact with Africa (CwA)

Le Togo confirme son statut de "champion des réformes" à Washington

Salué pour sa constance et son audace dans la transformation de son économie, le Togo a été une nouvelle fois distingué à Washington lors du forum de haut niveau du Compact with...

PAGE 5

INCLUSION SOCIALE

Développement humaine

Quand l'engagement du Togo fait la différence

Défini comme un processus qui vise à élargir les choix des individus et leur bien ...

PAGES 6&7



Grands Lacs / France-Togo

Mobiliser la communauté internationale en faveur de la RDC

La capitale française accueillera le 30 octobre prochain, une Conférence de soutien à la paix et à la prospérité dans la région des Grands Lacs.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Assurance / Lomé abrite la 121^{ème} session du CRCA

Les acteurs du marché des assurances d'Afrique francophone prennent part depuis lundi 20 octobre 2025 à Lomé à la 121^e session ordinaire de la Commission régionale de contrôle des assurances (CRCA). Il s'agit d'un organe de la Conférence interafricaine des marchés d'assurances (CIMA), chargé de réguler et de contrôler les sociétés d'assurance et de réassurance dans les États membres.

À Lomé, les acteurs devront, durant six (6) jours, examiner plusieurs dossiers relatifs à la régulation, au contrôle ainsi qu'à la stabilité du secteur dans l'espace CIMA. Les réflexions porteront, entre autres, sur l'évaluation de la situation financière des compagnies d'assurances, la protection des assurés ainsi que la conformité des opérations aux normes communautaires.

Ouvrant les travaux, le ministre de la Santé, de l'Hygiène publique, de la Couverture sanitaire universelle et des Assurances a invité les parties prenantes à sortir des réflexions pour relever les défis qui s'imposent au secteur des assurances en Afrique. Ces derniers sont entre autres relatifs à la mutation des modèles économiques et à la persistance des comportements contraires à l'éthique.

Mairie du Golfe 4

Eric Dupuy aurait mieux fait de se taire

Les élections des maires et de leurs adjoints ont eu lieu la semaine dernière dans tout le Togo. Dans la commune Golfe 4, le scrutin s'annonçait serré, et la réélection du maire ...



PAGE 3



SOMMAIRE

Guinée/Diplomatie
Le vice-président de la République accuse la France de
déstabilisation



P 4

Changement climatique
Le football mondial y contribue et en subit en retour les
conséquences



P 10

Paix et sécurité
UNREC et UNODA forment sur le contrôle des armes légères
à Lomé



P 11

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Les témoignages de madame Afi Gaba, entrepreneure grâce à Apsef

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des bénéficiaires des Produits FNFI", nous vous conduisons à Tchékpo, dans la préfecture de Yoto, Région Maritime pour mettre sous les feux de la rampe les témoignages de madame Afi Gaba qui grâce au soutien du produit APSEF s'est lancée dans la transformation de noix de palme en huile de palme.

Dans ce petit village à une dizaine de km au nord de Tsévié, Afi Gaba transforme les noix de palme en huile de palme et en huile de noix palmiste depuis près de trente ans. Une activité menée durant toutes ces années dans la plus grande modestie et dans la plus grande discrétion. Pas de souci avec qui que ce soit, de surcroît un créancier qui viendrait lui réclamer une quelconque dette. Madame Gaba vivra repliée sur elle-même, se contentait des maigres

revenus de ses activités, jusqu'à jour ou sa fille ainée décide de briser la glace et de lui prouver le contraire. " Avant, j'avais peur de faire des prêts auprès des institutions de microfinance. Si non, mon commerce aurait décollé depuis. J'avais peur de ne

pas pouvoir rembourser et d'avoir des problèmes avec mes créanciers. Mais, j'ai changé d'avis depuis que ma fille a appris l'appui financier qu'apporte le FNFI pour le démarrage ou la consolidation des activités génératrices de revenus. Elle s'est constituée en groupe solidaire, a suivi toutes les étapes pré-crédit et à un eu un premier crédit de 30.0000

partenaire du FNFI, pour me renseigner et

obtenir les conditionnalités d'accès au crédit. La transformation de noix de palme, une activité plus rentable que Afi Gaba ne l'imaginait, elle sera surprise de l'allure très vertigineuse que prendrait son commerce, mais aussi et surtout la rapidité avec

jour de marché de Tsévié, je parviens à liquider en moyenne une vingtaine de bidons de 1 litre chacun. Je note une amélioration dans mon quotidien. Comme vous pouvez vous l'imaginer, avant c'était parfois très difficile pour ma famille et moi de trouver à manger. Mais, depuis que j'ai un fonds de commerce que je fructifie, les bénéfices

mieux aguerrie pour mieux gérer son buisines, mais aussi et surtout rembourser son crédit dans les délais. " La formation que j'ai reçue en gestion de crédit auprès de l'institution de microfinance m'aide énormément aujourd'hui. J'ai compris que je ne dois jamais toucher au capital pour mes besoins. Le capital reste le capital, et c'est seulement avec les bénéfices que je peux offrir un mieux-être à ma famille. Me concernant, je fais de la tontine chaque jour, et à la fin de chaque mois ce que j'ai pu mettre de côté me permet de rembourser la mensualité de mon crédit. Et je peux vous assurer que je m'en sors sans difficultés".

L'expérience de Afi Gaba démontre l'engouement rencontré dans les institutions de microfinance partenaires du FNFI, autant à Lomé que dans les hameaux les plus reculés du pays. Le microcrédit APSEF, un microcrédit qui pour beaucoup peut paraître dérisoire, mais qui selon les témoignages change des vies. Afi Gaba, c'est donc le récit de la rentabilité du microcrédit APSEF, des témoignages comme celui-là, il y en a beaucoup à travers tout le pays.



Afi Gaba

FCFA, un second de 40.000 FCFA et les deux dernières tranches d'un montant de 50.000 FCFA chacun. Et j'ai constaté que son activité a décollé aussitôt." Prenant exemple sur son cas de réussite, j'ai moi aussi pris la résolution de me rapprocher de la mutuelle Akwaba, une institution de microfinance

laquelle avec laquelle elle remboursera son crédit. " Depuis que j'ai obtenu le microcrédit APSEF, j'achète les noix de palme qui constituent ma matière première en grande quantité et j'en fais le stockage. J'en utilise quotidiennement pour mes différentes transformations. A chaque

générés me permettent d'envoyer un peu de nourriture à mes enfants qui sont à Tsévié et à Tabligbo. Je n'achète plus les intrants à crédit." Afi sait dormais ce qui marche le mieux pour elle. Un déclic qu'elle a reçue de son institution de microfinance, la mutuelle Akwaba. Elle est désormais

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Edy Alley
Responsable web:
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Luc Biova
Rachid Zakari
Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Grands Lacs/France/Togo

Mobiliser la communauté internationale en faveur de la RDC

La capitale française accueillera le 30 octobre prochain, une Conférence de soutien à la paix et à la prospérité dans la région des Grands Lacs.



Le président du Conseil togolais Faure Gnassingbé (à droite) et son homologue français Emmanuel Macron (Image : republiquetogolaise.com)

L'événement, organisé en étroite coordination par la France et le Togo, médiateur de l'Union africaine dans les Grands Lacs, vise principalement à mobiliser la communauté internationale afin de répondre à l'urgence humanitaire à l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) et dans la région. Les travaux, auxquels sont attendues d'éminentes personnalités, doivent également permettre de soutenir la dynamique de négociation et de médiation en cours, portée par les Etats-Unis, le Qatar et l'Union africaine. Depuis la désignation du Togo, à travers le président du Conseil Faure Gnassingbé pour la médiation entre la RDC et le Rwanda, le pays a multiplié les initiatives diplomatiques et les concertations, à Lomé comme dans d'autres capitales. À ce jour, plusieurs pays, partenaires, organisations régionales et internationales (Onu, OIF, Monusco...) ont formellement annoncé leur soutien et appui aux efforts togolais pour la résolution de la crise et la promotion de la paix et de la prospérité.

La rédaction

Mairie du Golfe 4

Eric Dupuy aurait mieux fait de se taire

Les élections des maires et de leurs adjoints ont eu lieu la semaine dernière dans tout le Togo. Dans la commune Golfe 4, le scrutin s'annonçait serré, et la réélection du maire sortant, Jean-Pierre Fabre, président de l'Alliance nationale pour le changement (ANC) n'était pas gagnée d'avance.

Mais l'on se réjouit que le dialogue et la concertation, la négociation aient permis au responsable d'un parti qui rejette souvent le dialogue, de l'emporter. Et tout le monde sait que vu les forces en présence, cette victoire de Jean-Pierre Fabre n'aurait jamais eu lieu si le parti Union pour la République (Unir), le parti au pouvoir n'avait pas cédé. En effet, Eric Dupuy, collaborateur de Jean-Pierre Fabre dit avoir négocié avec des opposants dont Tovia. Mais, il oublie très vite que le responsable du mouvement Tovia, le maire du Golfe 1, Koamy Gomado a été exclu de son parti l'ANC, parce qu'il a accepté d'apporter sa contribution à la construction nationale en intégrant le gouvernement de Faure Gnassingbé... Et si ce monsieur a été exclu de son parti, c'est parce que l'on l'accuse d'avoir trahi et d'avoir rejoint le pouvoir. En tout cas, l'ANC est libre d'appliquer ses textes en matière de discipline. Toutefois, où met-on la cohérence que l'on clame tant lorsqu'il s'agit des autres ? Tout le monde sait,

et l'ANC aussi sait, que si Unir avait demandé à ses alliés dont Tovia de ne pas voter Jean-Pierre Fabre, ce dernier serait actuellement au chômage. Il ne faut pas manipuler l'opinion en faisant croire que Tovia n'est pas allié du pouvoir... Sinon que fait Gomado

gouvernance et s'apprécier. Tovia n'est pas de l'opposition, et ne peut pas être indépendant. Sauf si le parti quitte le gouvernement. Au fait, l'on n'attendait pas de l'ANC qu'elle vienne se justifier ou qu'elle remercie publiquement Unir. Mais, au moins pour une fois,



Eric Dupuy (Image trouvée en ligne le 21 octobre 2025)

dans un gouvernement Unir ? Tovia est loin d'être de l'opposition et d'être indépendant comme tente de le faire croire Eric Dupuy. C'est quand cela l'arrange que l'ANC qualifie des partis qui participent au gouvernement, d'être de l'opposition et d'être indépendants. Sinon, tout le monde sait comment Jean-Pierre Fabre et ses amis considèrent ceux qui s'approchent un peu du pouvoir. Vu le positionnement du mouvement du maire du Golfe 1, ce dernier ne peut qu'agir en bonne intelligence avec Unir. Depuis quand un parti peut participer à la

que Jean-Pierre Fabre et ses amis se taisent et qu'ils profitent de leur gâteau en toute quiétude. Les Togolais ont très bien compris le jeu. Dans tous les cas, tant qu'ils resteront dociles, Unir ne va pas leur enlever leur vache à lait. Quoi qu'il en soit, les semaines, mois et années à venir édifieront tout le monde ; si Fabre et ses collaborateurs savent qu'ils n'ont pas eu besoin de négocier avec Unir pour gagner, alors qu'ils agissent de façon à irriter le parti au pouvoir et tout le monde verra la suite.

TM

Secteur de l'environnement

Le professeur Dodzi Kokoroko laisse déjà ses empreintes !

Connaissant sa rigueur et son sens de la discipline depuis l'Université de Lomé jusqu'au ministère des Enseignements primaire, secondaire, technique et de l'Artisanat ; la récente nomination du professeur Komla Dodzi Kokoroko par le président du Conseil Faure Gnassingbé, comme ministre des Ressources forestières, de la Protection côtière et du Changement climatique, n'est certainement pas anodine.

Jusqu'à ce jour, toutes les nominations du professeur Komla Dodzi Kokoroko ont été de véritables missions consistant à métamorphoser l'institution ou le secteur à la tête duquel il est placé. Lorsqu'il est arrivé nouvellement au gouvernement et qu'il a commencé à donner des coups de pieds dans la fourmière de l'éducation nationale, ceux qui l'apprécient ont eu peur pour

lui. En effet, certains disaient : « il se croit encore à l'Université de Lomé ? ». D'autres encore disaient : « il ne tiendra pas longtemps » ; « il va se faire dégommer ». Les scénarios les plus pessimistes lui étaient promis. En effet, par le passé, certains ministres qui ont voulu trop changer les habitudes en cours, ont été soit obligés de retourner dans leurs coquilles, ou pire de disparaître de la scène. Aujourd'hui, l'on peut dire que l'histoire est en train de démentir ceux qui attendaient un échec du natif de la préfecture de Kloto. À l'Université de Lomé où la plupart de ses prédécesseurs ont été complètement inexistantes, il a marqué son passage d'une touche indélébile. Ceux qui ont fait cette université avant 2015 peuvent comprendre de

quoi il s'agit. Au gouvernement, le ministre Komla Dodzi Kokoroko est en train de s'imposer comme "l'homme de la situation", à chaque fois que Faure Gnassingbé lui confie une nouvelle mission. Après avoir réussi à redresser le secteur de l'éducation qui durant de nombreuses années était chancelant, le voilà qui est sur le point de rééditer l'exploit. Il n'a pas encore fait un mois à la tête de son nouveau département, mais les décisions s'enchaînent.

Premièrement, dans un communiqué publié le 16 octobre 2025, il a invité tous les détenteurs de permis de coupe, d'autorisations d'importation ou de transport de produits forestiers à déposer, sous huit jours ouvrés, des copies certifiées de leurs documents auprès

des directions régionales et préfectorales de l'environnement. L'objectif affiché est de fiabiliser les statistiques forestières

Des acteurs du secteur de l'environnement pointent parfois du doigt le fait que des pratiques nuisibles s'y déroulent, notamment



Professeur Dodzi Komla Kokoroko (Image : republiquetogolaise.com)

nationales et de renforcer la transparence dans la gestion des ressources naturelles, alors que l'exploitation du bois représente à la fois une ressource économique et une pression écologique pour le pays.

dans l'exploitation des ressources forestières. La situation est la même un peu partout en Afrique, et malheureusement, ceux qui doivent lutter contre ces pratiques...

Suite à la page 4

Secteur de l'environnement / Le professeur Dodzi Kokoroko laisse déjà ses empreintes !

Suite de la page 3

... sont parfois impliqués. Donc, logiquement, tous les Togolais, surtout les communautés riveraines des forêts, ne peuvent qu'applaudir si le professeur Kokoroko décide d'assainir le milieu. Pendant que l'on digérait cette première intervention, le ministre sort trois arrêtés dans la journée du lundi 20 octobre 2025. Il s'agit en premier lieu de l'arrêté N° 052/2025/MERFPCCC/CAB/SG portant subdivision de la direction régionale de l'Environnement, des Ressources forestières, de la Protection côtière, et du Changement climatique des Plateaux. Cette direction est désormais subdivisée en deux : les Plateaux Est avec pour chef-lieu Atakpamé, et

les Plateaux Ouest avec pour chef-lieu Kpalimé. Cette région est très vaste et la subdiviser en deux rendra les interventions plus efficaces. De la même façon qu'il a créé deux régions éducatives pour les Plateaux, le professeur Kokoroko crée deux régions environnementales pour les Plateaux. Cela est totalement logique. Deuxièmement, l'on enregistre l'arrêté N° 053/2025/MERFPCCC/CAB portant création, attributions, organisation, et fonctionnement de l'inspection générale de l'environnement, des ressources forestières, et de la protection du littoral.

L'inspection générale a pour mission d'assurer le contrôle, l'évaluation et le suivi de la conformité

des activités des acteurs sectoriels, aux politiques, normes et réglementations, en matière d'environnement, de gestion forestière, et de préservation du littoral. Outre ses attributions régaliennes, l'inspection générale peut se voir confier par le ministre, toutes autres missions de contrôles, d'études et d'analyses pour lesquelles elle apparaît la plus à même d'atteindre les objectifs escomptés.

Au Togo, il y a une Agence nationale de protection de l'environnement (Ange). Mais, des observateurs pensent qu'elle ne joue pas véritablement son rôle. À défaut de vouloir réformer cette institution avec des risques de résistances, ce qui pourrait prendre du temps, le ministre crée, certainement

avec la ressource humaine dont il dispose, un organe qui pourra lui permettre de réaliser rapidement sa mission au service du secteur de l'environnement. Des gens vont donc se demander s'il ne vaudrait pas mieux dissoudre l'Ange ? L'on laissera le soin au professeur Kokoroko et à ses services techniques de prendre les décisions les plus judicieuses sur ce plan. Le troisième arrêté est l'arrêté N° 054/2025/MERFPCCC/CAB portant création, attribution, organisation, et fonctionnement de la cellule nationale de veille climatique. Elle a pour mission d'assurer la surveillance, l'analyse et la diffusion des informations relatives aux phénomènes et impacts du changement climatique, afin de renforcer

la résilience nationale et d'éclairer la prise de décisions face aux enjeux du changement climatique. La cellule nationale de veille climatique est placée sous la supervision d'un responsable climat. Là encore le ministre va certainement se reposer sur les ressources humaines dont il dispose. Mais, il n'est pas exclu qu'il fasse appel à des experts climat issus de la société civile, des collectivités territoriales, du secteur privé etc...

Les acteurs du secteur ne peuvent qu'apprécier ces décisions qui vont influencer positivement la future gouvernance environnementale et climatique du pays, si elles sont bien appliquées.

Edem Dadzie

Guinée/Diplomatie

Le vice-président de la République accuse la France de déstabilisation

Le 20 octobre, Teodoro Nguema Obiang Mangue, vice-président de la Guinée équatoriale, a dénoncé dans un message publié sur X ce qu'il considère comme une tentative de déstabilisation orchestrée par la France. L'offensive survient après la nomination de l'activiste exilé Alfredo Okenve au prix franco-allemand des droits de l'homme, un geste que le pouvoir équato-guinéen interprète comme une provocation.



« La France récompense les instigateurs de haine, les incitant à perturber la paix et à agir contre leurs propres cultures et leurs frères », a écrit le vice-président. Une déclaration qui s'inscrit dans un climat de tensions diplomatiques persistantes entre Malabo et Paris, et qui rappelle la défiance historique du régime Obiang à l'égard des critiques étrangères. M. Nguema Obiang a également évoqué l'affaire de la tentative de coup d'État de décembre 2017, imputée selon lui à des agents français de la DGSE. « Nous rejetons catégoriquement la politique de harcèlement systématique menée par la République

française pour déstabiliser notre pays, comme elle l'a fait avec d'autres pays africains tels que le Mali, le Niger ou le Burkina Faso. L'Afrique en a assez de ces manœuvres », a-t-il ajouté, appelant implicitement à un front de résistance contre ce qu'il qualifie d'ingérence. Mais la contestation ne se

limite pas aux critiques diplomatiques. Le vice-président équato-guinéen reproche également à la France de s'être appropriée des biens et actifs du pays, citant notamment un immeuble de 100 millions d'euros avenue Foch, à Paris, saisi dans le cadre d'une affaire de biens mal acquis. La France et la Guinée équatoriale se disputent ce bien dans le cadre d'une enquête pour corruption visant Teodoro Nguema Obiang, déjà condamné en 2021 par la justice française à trois ans de prison avec sursis et 30 millions d'euros d'amende pour blanchiment et détournement de fonds publics. Le vice-président

est par ailleurs impliqué dans plusieurs procédures judiciaires à l'international, aux États-Unis, en Suisse, au Brésil, au Royaume-Uni et en Afrique du Sud. La Guinée équatoriale, pays d'Afrique centrale riche en pétrole, est dirigée depuis plus de 46 ans par le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, âgé de 83 ans, et père du vice-président. Cette longévité exceptionnelle au pouvoir, unique hors monarches, confère au clan Obiang une position politique et économique presque inébranlable, mais elle attire également l'attention et la critique internationales, particulièrement sur la gestion des ressources et la transparence du pouvoir.

L'offensive de Teodoro Nguema Obiang Mangue souligne ainsi la fragilité des relations entre Malabo et Paris, au cœur d'un conflit mêlant diplomatie, droit international et réputation politique. Si le vice-président voit dans les actions françaises une tentative de saper la stabilité nationale, pour Paris, il s'agit avant tout de faire respecter la justice et la lutte contre la corruption. Entre ces deux positions, la Guinée équatoriale apparaît comme un théâtre où se jouent à la fois enjeux internes et équilibres internationaux, dans un contexte où la transparence et la gouvernance restent vivement scrutées.

T.M.

Cameroun/Présidentielle

Annoncé victorieux du scrutin du 12 octobre, Paul Biya aurait proposé le poste de Premier ministre à Issa Tchiroma

Alors que la Commission nationale de recensement des votes a désigné Paul Biya vainqueur de la présidentielle avec 53,66 % des suffrages, devant Issa Tchiroma Bakary, crédité de 35,19 %, les tensions persistent entre les deux camps. Dans ce contexte, selon les informations de Jeune Afrique, le président sortant aurait proposé à son adversaire le poste de Premier ministre.



Issa Tchiroma Bakary, ancien ministre et candidat du Front pour le salut national du Cameroun (FSNC), a contesté les résultats du scrutin, dénonçant des irrégularités et des fraudes. Malgré cela, la proposition de Paul Biya pourrait être interprétée comme une tentative de réconciliation ou une stratégie pour apaiser les tensions politiques. Le poste de Premier ministre au Cameroun est une fonction clé, souvent perçue comme un gage de pouvoir et d'influence. L'offre de Paul Biya à Issa Tchiroma Bakary pourrait être vue comme une reconnaissance de sa stature politique et une manière d'intégrer l'opposition au sein du gouvernement, renforçant ainsi la légitimité du régime. Cependant, cette proposition soulève plusieurs questions. Issa Tchiroma Bakary acceptera-t-il une telle offre, sachant qu'elle pourrait être perçue comme une compromission de ses idéaux et de sa lutte pour le changement ? Ou choisira-t-il de maintenir sa position d'opposant, risquant ainsi d'être marginalisé dans le paysage politique camerounais ? La réaction de l'opinion publique sera également déterminante. Certains pourraient voir dans cette proposition un signe de volonté de dialogue, tandis que d'autres y percevront une tentative de cooptation de l'opposition. En conclusion, la proposition de Paul Biya à Issa Tchiroma Bakary pour le poste de Premier ministre est un geste politique qui pourrait avoir des implications profondes sur l'avenir politique du Cameroun. Il appartient désormais à Issa Tchiroma Bakary de décider s'il souhaite saisir cette opportunité ou poursuivre sa lutte en dehors du système en place.

T.M.

Compact with Africa (CwA)

Le Togo consacre son statut de “champion des réformes” à Washington

Salué pour sa constance et son audace dans la transformation de son économie, le Togo a été une nouvelle fois distingué à Washington lors du forum de haut niveau du Compact with Africa (CwA).

« Cette reconnaissance consacre les progrès de notre pays dans l’amélioration du climat des affaires », a déclaré Sandra Ablamba Johnson, ministre et secrétaire générale de la présidence, devant un parterre de ministres et de dirigeants des institutions financières internationales. Créé sous l’égide du G20 et coordonné par la Banque mondiale, le Compact with Africa vise à stimuler l’investissement privé à travers des réformes structurelles ambitieuses. En 2025, l’initiative entame une nouvelle phase, baptisée Compact with Africa 2.0, soutenue par un fonds fiduciaire multi-donateurs hébergé par la Banque mondiale. Son objectif est de renforcer l’assistance

technique, faciliter les investissements et appuyer la transformation économique des pays africains les plus engagés. Le Togo fait partie de ces nations qui ont su allier vision et rigueur. Membre du Compact depuis 2018, il appartient au cercle restreint des “champions de la réforme”, un groupe sélectif qui regroupe les pays africains les plus dynamiques sur le plan économique. 8 ans plus tard, le pays reste dans la liste sélecte des 14 États du Compact 2.0, preuve de la solidité de ses engagements. « Elle témoigne de la priorité que le gouvernement accorde aux réformes sous le leadership du président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé », a souligné Sandra Johnson, réaffirmant la cohérence de la stratégie nationale. Le Togo s’est également illustré par son Partenariat pour les réformes avec l’Allemagne, une coopération

portée par le ministère fédéral allemand du Développement (BMZ). Ce partenariat se concentre sur la création d’emplois, la transformation agro-industrielle, la bonne gouvernance et l’attractivité économique ; autant de piliers qui façonnent une économie togolaise de plus



en plus compétitive. Les chiffres parlent d’eux-mêmes. En 2020, le Togo a grimpé de 40 places dans le classement Doing Business de la Banque mondiale, atteignant le 97^e rang mondial et la 8^e place africaine. En

2024, selon le nouveau rapport Business Ready, il figure parmi les 50 économies les plus performantes en matière de réglementation des affaires. Son score CPIA (Country Policy and Institution Assessment) a également progressé, passant de 3,0 en 2016 à 3,8 en 2024, un indicateur qui ouvre la voie à davantage de financements concessionnels de l’Association internationale de développement (IDA). Derrière ces chiffres, l’ambition est de faire du

secteur privé le moteur de la croissance. Le gouvernement mise sur un cadre juridique renforcé, une fiscalité modernisée et des investissements ciblés dans les énergies durables, l’agriculture et la technologie. La Plateforme industrielle d’Adétikopé (PIA) incarne cette transformation. Symbole du renouveau industriel togolais, elle attire des investisseurs et stimule l’emploi. Le secteur privé contribue aujourd’hui à 76,8 % du PIB et représente près de 98 % des emplois. « Notre ambition est de faire du secteur privé le moteur de la croissance et du développement », a réaffirmé Sandra Ablamba Johnson. À Washington, le message du Togo a résonné fort : celui d’un pays en mouvement, confiant, fidèle à sa vision d’une croissance inclusive, portée par la réforme, l’investissement et la confiance.

TM

Réformes économiques

L’Afrique francophone de l’assurance en quête de confiance

Lomé devient, cette semaine, le carrefour de la régulation assurantielle en Afrique francophone. Depuis le lundi 20 octobre, la capitale togolaise accueille la 121^e session ordinaire de la Commission régionale de contrôle des assurances (CRCA), bras technique de la Conférence interafricaine des marchés d’assurances (CIMA). Pendant 6 jours, les représentants des 14 pays membres auscultent un secteur en pleine mutation, en quête d’équilibre et de crédibilité.



Le programme est dense, les attentes élevées. Les experts examineront les demandes d’agrément, les plans de redressement et le fonctionnement technique des compagnies. Derrière ces termes administratifs se cache une mission essentielle : assainir le marché, renforcer la solidité financière des acteurs et surtout restaurer la confiance des assurés. Un chantier de longue haleine dans une industrie où les promesses ne se traduisent pas toujours en indemnisations. « Le secteur fait face à de

nombreux défis qui entravent son bon fonctionnement », a reconnu Mamadou Sy, président de la CRCA. Gouvernance insuffisante, retards réglementaires, défaillances internes : la liste des fragilités reste longue. Dans un contexte de concurrence accrue et de pressions économiques, plusieurs compagnies peinent à se conformer aux standards

de transparence et de solvabilité fixés par la Cima. Le Togo, pays hôte, entend jouer un rôle moteur dans cette dynamique de réforme. À l’ouverture des travaux, le ministre de l’Économie, Jean-Marie Tessi, Ministre de la Santé, de l’Hygiène Publique, de la Couverture Sanitaire Universelle et des Assurances, a tenu un discours ferme, presque offensif. Il a rappelé que la crédibilité du secteur repose sur l’éthique et la rigueur. « Il est inacceptable que des assureurs multiplient les artifices pour retarder les indemnisations dues aux

assurés », a-t-il martelé. Une déclaration applaudie, tant elle fait écho à un malaise partagé : celui de la lenteur administrative et du manque de considération envers les clients. Mais la rencontre de Lomé ne se veut pas seulement critique. Elle ambitionne d’être prospective. Les participants planchent sur les risques climatiques, la digitalisation et l’intégration de l’intelligence artificielle dans la gestion des assurances. Autant de leviers pour moderniser un secteur encore trop souvent perçu comme rigide et opaque. L’objectif est de bâtir des modèles plus réactifs, plus inclusifs, et surtout plus adaptés aux réalités économiques africaines. La transformation du marché assurantiel passera par une alliance entre innovation technologique et discipline réglementaire. Les conclusions attendues le 25 octobre devraient poser les jalons d’un marché régional plus transparent et plus résilient. Au-delà des délibérations techniques, cette session de la CRCA marque un tournant symbolique. Lomé s’impose, une fois encore, comme un pôle de dialogue et de réforme en Afrique francophone.

Edy Alley

Budgétisation verte

Le Congo sous le charme du modèle togolais

Pour s’inspirer de l’expérience togolaise en matière d’intégration des enjeux climatiques dans la gestion des finances publiques, une délégation de la République du Congo séjourne à Lomé, depuis le lundi 20 octobre dernier.

Conduite par le directeur général du Plan et du Développement, Franck Corneille Mampouya-M’Bama, la mission congolaise, qui séjournera dans la capitale togolaise jusqu’au vendredi 24 octobre, aura des échanges avec les acteurs de la planification et des finances publiques. Ceci, aux fins de comprendre les mécanismes qui ont permis au Togo de rendre son budget plus sensible aux impératifs environnementaux.

La délégation participera en outre, à des séances de travail avec les responsables du ministère des Finances et du Budget, ceux du ministère de l’Environnement et des Ressources forestières, ainsi qu’avec d’autres institutions impliquées dans la mise en œuvre de la budgétisation verte. Il s’agira pour elle de capitaliser sur les acquis du Togo en matière

d’intégration des politiques climatiques dans les processus budgétaires afin de concevoir son modèle propre. Selon les responsables de la mission, cette démarche s’inscrit dans la volonté du Congo de renforcer la cohérence de ses politiques publiques avec les objectifs de développement durable (ODD). A l’issue de cette visite, un cadre d’action révisé devrait être élaboré pour guider la budgétisation sensible au climat dans le pays. Pour rappel, le Togo a amorcé depuis plusieurs années une réforme visant à intégrer les considérations environnementales dans la planification budgétaire. Cette approche lui a permis d’améliorer la traçabilité des dépenses liées au climat et de renforcer la résilience de son économie face aux effets du changement climatique.

Notons qu’avant la délégation congolaise, une mission camerounaise avait déjà effectué un déplacement similaire à Lomé en mars dernier.

E. A.

Développement humaine
Quand l'engagement du Togo fait la différence

Défini comme un processus qui vise à élargir les choix des individus et leur bien-être au-delà de la simple croissance économique, le développement humain tient une place importante dans les politiques de développement du Togo. Pour preuve, ces dernières années, plusieurs initiatives sont engagées pour renforcer les capacités humaines fondamentales comme l'accès à l'éducation et à une vie décente tout en promouvant la participation citoyenne. Résultat, le pays ne cesse d'améliorer son classement d'indice de développement humain (IDH).

Crucial pour lutter contre la pauvreté et les inégalités, le développement humain participe à améliorer les conditions de vie des populations, par l'investissement dans les secteurs clés comme l'éducation, la santé et l'emploi. Conscientes de cette réalité, les autorités togolaises qui ambitionnent de faire du Togo un pays émergent à l'horizon 2030 ne lésinent pas sur les moyens pour y arriver. Bien que le défi soit de taille,

de la santé, de l'éducation, de la promotion de la participation citoyenne et de l'émancipation, tous les leviers sont actionnés pour favoriser la participation de tous et surtout, pour réduire les inégalités. Dans cette logique, un accent particulier est mis sur l'entrepreneuriat et la durabilité.

C'est ainsi que des projets et programmes sont mis en branle pour améliorer l'accès à une éducation de qualité et aux services sociaux, favoriser l'autonomisation des femmes, reconstituer le couvert végétal et renforcer la gouvernance.

Ce qui se fait de façon concrète en matière de développement humain ?

De façon concrète, l'amélioration des conditions d'apprentissage se traduit au Togo par la construction de salles de classes, la fourniture de mobilier scolaire et la distribution de manuels pour



Quelques bénéficiaires du FNFI, un fonds d'autonomisation des femmes

d'enseignement supérieur pour l'année 2025-2026.

Pour promouvoir l'entrepreneuriat féminin, une stratégie nationale de promotion de l'entrepreneuriat féminin (SNPEF) est en cours de développement pour promouvoir un écosystème favorable aux femmes entrepreneures. Cette stratégie vise à améliorer le climat des affaires, à renforcer

n'en manquent pas. Des projets pour améliorer l'accès aux services de santé, notamment à travers le projet pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique au Sahel, voient le jour au Togo. Un accent est également mis sur le renforcement des services de santé par l'amélioration de l'accès aux soins primaires, la construction des établissements sanitaires

capacités opérationnelles des centres de santé et le financement de la lutte contre les maladies comme le paludisme, le VIH et la tuberculose participent également à l'amélioration du développement humain au Togo, particulièrement dans le domaine sanitaire. L'accessibilité de plus en plus croissante à la couverture maladie universelle par la campagne de production de cartes d'assurance maladie universelle pour faciliter l'accès aux soins contribue aussi au développement humain.

Gouvernance et inclusion sociale

À ce niveau, la création de 117 communes et la tenue des élections locales et régionales pour accroître la participation citoyenne à la gestion des affaires publiques, avec un accent sur la participation des femmes, en sont l'illustration.

D'une part lutte contre la corruption et le renforcement des institutions publiques et des mécanismes de gouvernance pour réduire les inégalités participent à la promotion du développement humain. D'autres parts, la promotion de l'égalité des genres, à travers la promotion de la participation des femmes à la prise de décisions



Le président de Conseil à l'inauguration de Dogta Lafie de Lomé

nombreuses sont les initiatives enclenchées pour promouvoir un développement inclusif où personne ne sera laissé pour compte.

Que ce soit dans le domaine

améliorer la scolarisation, notamment en milieu rural. Cet engagement à améliorer les conditions d'apprentissage s'est traduit par la reconnaissance de 97 établissements

l'autonomisation économique des femmes et à promouvoir leur leadership grâce à des actions dans les domaines du financement et de la formation. Côté santé, les initiatives

et le renforcement des capacités institutionnelles et humaines. Par ailleurs, l'on assiste à l'amélioration de la préparation du pays aux urgences sanitaires. Le renforcement des

et à l'amélioration de leur accès aux services sociaux de base y contribue aussi.

Développement durable et environnement

Conscientes que d'un environnement sain dépendront des vies saines, les autorités togolaises font de la protection de l'environnement un moteur de promotion de développement humain. En ce sens est déployé le programme national de reboisement visant à augmenter la couverture forestière à 30 % à l'horizon 2050, avec des objectifs ambitieux pour la plantation d'arbres chaque année.

Dans l'économie verte, des investissements sont consentis. Et ce, à travers la promotion de pratiques agricoles durables et de l'économie bleue (protection des mers et des océans). Deux secteurs, qui contribuent à 70 % du produit intérieur brut (PIB) à raison de 40 % pour l'agriculture et 30 % pour l'économie bleue.

Des résultats tangibles

Porté par les réformes susmentionnées, le Togo n'a de cesse de signer des avancées historiques dans son parcours de développement. Du dernier rapport 2025 sur l'Indice de développement humain (IDH), le pays s'est hissé à la deuxième place du classement dans l'espace Uemoa et devient, avec la Côte d'Ivoire, l'un des deux seuls pays de la zone à figurer dans la catégorie des nations à développement humain moyen.

Sur le plan sous-régional, le Togo occupe la quatrième position dans la Cedeao, derrière

le Cap-Vert, le Ghana et la Côte d'Ivoire, mais devant le Nigéria, géant économique du continent. Ces résultats soulignent que la dynamique enclenchée porte ses fruits et que le Togo s'affirme de plus en plus comme un acteur crédible en matière de développement humain.

Comprendre le passage au développement humain moyen

L'Indicede développement humain, mis en place par le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), mesure les progrès d'un pays à travers trois dimensions clés : la santé, l'éducation et le revenu national par habitant. Il classe les pays en quatre grandes catégories : développement humain faible, moyen, élevé et très élevé.

Jusqu'au rapport précédent (2023-2024), le Togo faisait encore partie du groupe des pays à développement humain faible. Avec un IDH de 0,571 dans le rapport 2025, contre 0,547 dans le précédent, le pays franchit le seuil de 0,550 qui marque l'entrée dans la catégorie des pays à développement humain moyen.

Des réformes structurantes aux résultats visibles

Ce bond résulte d'une série de réformes ambitieuses mises en œuvre dans le cadre de la Feuille de route gouvernementale 2020-2025, impulsée par le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé. Ces réformes ont ciblé les secteurs sociaux essentiels, en particulier la santé et l'éducation, tout en consolidant la croissance

économique.

Sur le plan économique, le revenu national brut par habitant a progressé



Photo illustrative

de manière significative, passant de 2 748 dollars américains dans le rapport 2023-2024 à 2 856 dollars dans le rapport 2025.

À titre d'exemple, dans le domaine de la santé, le programme Wezou, lancé pour soutenir les femmes enceintes, a déjà bénéficié à plus de 633 000 femmes à fin septembre 2024, facilitant le suivi des grossesses et réduisant les risques liés à la maternité. Le dispositif School AMU, quant à lui, a permis plus de 4,5 millions de prises en charge médicales pour les élèves, garantissant une couverture sanitaire aux plus jeunes et contribuant à la rétention scolaire.

Plus récemment, l'Assurance maladie universelle (AMU), lancée en début d'année 2024 dans sa pleine mesure, vise à offrir une couverture sanitaire à l'ensemble de la population, y compris

aux travailleurs du secteur informel, renforçant ainsi la résilience sociale. Ces initiatives contribuent à une hausse de l'espérance

développement humain faible pour rejoindre celle des pays à développement humain moyen constitue une étape majeure. Elle

de vie, estimée à 61,6 ans dans le rapport 2023-2024, contre moins de 60 ans au début des années 2010.

L'éducation, un pilier de cette progression

L'éducation constitue un autre pilier de cette progression. Depuis 2020, près de 7 000 salles de classe ont été construites ou réhabilitées à travers le pays, améliorant significativement les conditions d'apprentissage. Parallèlement, environ 18 300 enseignants ont été recrutés, renforçant la qualité de l'encadrement pédagogique et réduisant le ratio élèves-enseignants. Ces efforts accroissent le taux de scolarisation et favorisent la continuité dans les différents cycles, gage d'un avenir plus prometteur pour la jeunesse togolaise.

La sortie du Togo de la catégorie des pays à

marque une consolidation des acquis et ouvre la voie à de nouveaux défis.

La pérennisation de ces résultats exigera la poursuite des réformes structurelles et un renforcement des investissements dans le capital humain. Le cap est fixé, la dynamique est lancée. Et le Togo, fidèle à son ambition de progrès partagé, semble bien décidé à gravir encore les échelons du développement humain, porté par une vision qui place l'humain au cœur de chaque politique publique.

Ce faisant, le pays entend maintenir son dynamisme d'amélioration de l'IDH en maintenant le cap des réformes et en poursuivant l'amélioration des conditions de vie des populations, surtout des plus vulnérables.

Caleb Akponou

En un clic,
payez votre
TVM par

sur l'application

OTR TVM

Disponible sur Google Play

FÉDÉRER POUR BÂTIR

www.otr.tg

Quelques ambassades et consulats

Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70

Ambassade d’Allemagne; Tél: 22 23 32 32

Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40

Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94

Ambassade d’Egypte; Tél: 22 21 24 43

Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25

Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56

Union Européenne; Tél: 22 53 60 00

Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23

Consulat de France; Tél: 22 23 46 40

Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60

Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30

Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25

Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63

Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58

Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35

Consulat du Burkina Faso. Tél: 22 26 66 00

Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31

Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80

Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11

RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES

BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

LIBRAIRIE

GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66

LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août

LIBRAIRIE STAR: Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

ESPACES CULTURELS

CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédzranawoé Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédzranawoé Tel: 22 42 12 07

MANNEQUINAT & HÔTESSE

ALLURE MODE AGENCE; Tel: 99 22 04 62

CHALLENGE AGENCE; Tel: 92 27 91 66

SALLE DE CINEMA

HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

CINEMA GREENFIELD: Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com
Larry Event Day (LED)
Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHE: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA : Salle GYM TONIC.
Tél : 90 79 79 90

COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver; Tél : 90 17 03 30

COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra); Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
Tél : 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11

TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)
Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver; Tél : 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»
Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60

GYM FIL«D»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguidá) ; Tél : 22 71 49 70

Blague du jour

C'est quand la femme veut traumatiser son homme que tu comprends qu'elle est vraiment la conseillère du diable. Une femme a mis la photo de la maîtresse de son mari comme fond d'écran de son téléphone. Quand elle a vu son mari venir derrière elle, elle a fait semblant d'allumer son téléphone. Le gars voit la photo et lui demande: " C'est qui ?"

Elle répond : " c'est la photo de ma camarade qui est décédée il y a deux ans. Aujourd'hui c'est le jour d'anniversaire de sa mort c'est le pourquoi j'ai mis la photo pour penser à elle". Le gars est tombé et depuis là on n'arrive pas a le réanimer.

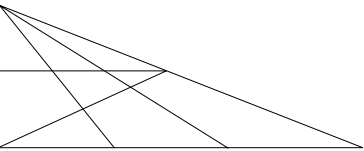
Histoire drôle

Je suis une jeune fille de 23ans et je suis en couple avec 4hommes. Ça fait 7ans que je suis avec le premier, 5ans avec le deuxième, 3ans avec le 3eme et 1an avec le 4eme.

Le premier est celui que j'aime le plus car c'est mon amour d'enfance. Tout allait bien jusqu'à ce que le 1er et le 4eme me présentent en tant que titulaire à un ami qu'ils ont en commun. Moi je ne savais pas. Je pouvais jurer qu'aucun d'eux ne connaît l'existence de l'autre car je gère bien les 4.

Aucun d'entre eux ne sait que je le trompe et voilà que je me retrouve surprise par cette présentation nocturne. Le 4eme est celui qui m'a présenté son ami en premier et voilà que le premier aussi me présente le même ami. Je suis perdue. Aidez moi. Et si l'ami parle je fais comment ? En passant, l'ami en question est revenu de France et je crois que je suis amoureuse de lui aussi. Aidez moi svp .

A / Combien de triangles ?



B / Combien de rectangles?

Photo du jour



Légendez et commentez les photos ci-dessus

Pensée du jour

<< Il n'existe que des intouchables de l'instant, des timoniers du temps, des maîtres du moment. Le temps est le maître de tous les maîtres. Il faut rire de tout. Mais devant les grandes décisions de la vie réfléchissez à hier et pensez à demain. Parce que la nature dans sa comptabilité est incorruptible et aucune facture ne restera impayée. La nature est juste.>>

Hubert Maga



AVIS AUX OPERATEURS ECONOMIQUES

(ACTEURS IMPLIQUES DANS LE PROCESSUS DE
GESTION DES EXONERATIONS ET FRANCHISES)

N° 014/2025/OTR/CG/CDDI

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance de tous les acteurs impliqués dans le processus de gestion des exonérations et franchises au Commissariat des Douanes et Droits Indirects (CDDI) qu'il est mis en production, une plateforme de gestion des exonérations et franchises dénommée « GEST-EXO », depuis le 30 septembre 2025.

Les demandes d'Etat modèle A et de franchise doivent désormais être initiées à travers cette plateforme.

A cet effet, il est recommandé à toutes les parties concernées de prendre les dispositions nécessaires pour se mettre à jour.

Afin de faciliter l'apurement des demandes physiques en cours, l'utilisation de l'ancienne procédure est autorisée jusqu'au 31 décembre 2025. A compter du 1^{er} janvier 2026, aucune demande d'exonération ou de franchise ne sera recevable en dehors de ladite plateforme.

Le Commissaire Général compte sur l'implication de tous les acteurs concernés pour l'optimisation de cet outil.

Fait à Lomé le 06 Octobre 2025

Philippe Kokou B. TCHODJE

Le Commissaire Général p.i

Changement climatique

Le football mondial y contribue et en subit en retour les conséquences

La crise climatique est le défi majeur auquel l'humanité est confrontée, et le football en ressent déjà les effets. Des terrains inondés à la chaleur extrême, en passant par les tournois perturbés et les risques sanitaires croissants pour les joueurs et les supporters, les conséquences ne sont plus lointaines ni abstraites.

La Coupe du monde masculine 2026 se déroulera dans un contexte de menaces climatiques croissantes. Les stades hôtes aux États-Unis, au Canada et au Mexique sont confrontés à des risques croissants, notamment des chaleurs extrêmes, une pénurie d'eau croissante et une intensification des tempêtes et des inondations.

Avec des milliards de téléspectateurs, la Coupe du monde est plus qu'un simple événement footballistique. C'est l'occasion d'entamer une conversation sérieuse sur les réalités climatiques auxquelles l'on est confronté, et l'avenir que l'on veut construire.

Les perturbations sont omniprésentes. Où que l'on soit, chacun peut probablement reconnaître sa propre situation : matchs annulés, saisons changeantes, chaleur dangereuse ou terrains inondés. Le changement climatique n'est pas une menace future, il est déjà là.

Mais, il faut dire que le football ne subit pas seulement les effets du changement climatique, il y contribue également. De l'exploitation des stades aux déplacements des supporters, en passant par les équipements, les repas et le merchandising, chaque aspect du football a un impact sur l'environnement.

Cette empreinte devient rapidement significative lorsqu'elle est multipliée par des milliards de supporters, des milliers de clubs et des centaines de tournois. En tant qu'industrie mondiale mobilisant des millions de personnes, de produits et de ressources, le football produirait, selon une estimation, environ 66 millions de tonnes de CO2 par an, soit à peu près l'équivalent des émissions annuelles de l'Autriche.

Il est intéressant de noter que le football commence à reconnaître son rôle dans la protection de la planète. Des stratégies « zéro émission

nette » sont élaborées, des responsables de la durabilité environnementale sont recrutés dans tout le secteur et les clubs investissent dans des opérations plus écologiques.

Des programmes éducatifs sont proposés au personnel, aux joueurs et aux supporters, et surtout, de plus en plus de voix s'élèvent dans le monde du football pour plaider en faveur du changement. Mais la plus grande force de ce sport réside dans sa portée mondiale. Avec 5 milliards de supporters, le football peut influencer les comportements, façonner les discours et mobiliser l'action collective comme aucune autre force sur terre.

Les bases sont là, le football doit maintenant s'appuyer sur elles. Les progrès opérationnels ne sont qu'un début. Pour relever véritablement ce défi, le football doit exploiter tout son potentiel, non seulement pour réduire son empreinte, mais aussi pour mener le mouvement en faveur d'un avenir plus durable.

Pour lutter efficacement contre le changement climatique, l'on a besoin des valeurs et des convictions que le football peut apporter : Tout espoir est permis jusqu'au coup de sifflet final, même pendant les prolongations ; l'on ne peut pas accomplir de grandes choses sans travail d'équipe : chacun a un rôle essentiel à jouer ; l'impossible est toujours possible : le football est source de « miracles ».

Et tout comme Liverpool lors de la finale de la Ligue des champions 2005 à Istanbul (Turquie), l'on doit pouvoir renverser la vapeur.

Coupe du monde Fifa 2026 et nouvelles réalités climatiques

La Coupe du monde masculine 2026 se déroulera plus près des points de basculement climatiques que n'importe quel autre tournoi de l'histoire. Depuis la dernière fois que l'Amérique du Nord a accueilli cet événement en 1994, le changement climatique est devenu une réalité mondiale indéniable.

Les trois pays hôtes (les États-Unis, le Canada et le Mexique) ont connu certains des phénomènes climatiques extrêmes

les plus graves jamais enregistrés. Des incendies de forêt ont recouvert le ciel de la Colombie-Britannique au centre du Mexique. Des vagues de chaleur sans précédent ont ravagé des villes comme Phoenix, Monterrey et Toronto.

La sécheresse s'est aggravée en Californie et dans le centre du Mexique, tandis que de violentes tempêtes, notamment l'ouragan Milton en Floride et la tempête tropicale Alberto dans



Vue aérienne d'un stade de football (image trouvée en ligne le 14 octobre 2025)

le Nord-Est du pays, ont provoqué des inondations meurtrières et des perturbations généralisées.

Ces événements ne sont pas isolés : ils reflètent une tendance mondiale plus large à la hausse des températures, à l'intensification des sécheresses, à la violence des tempêtes et à l'augmentation des risques pour la santé humaine. Le football en ressent déjà les effets : la chaleur extrême et les inondations perturbent les matchs, menacent la sécurité des athlètes, endommagent les infrastructures et mettent en danger les supporters.

Alors que le monde approche du seuil de 1,5 °C fixé par l'Accord de Paris, le tournoi de 2026 se déroulera non seulement sur la scène mondiale, mais aussi en première ligne de la crise climatique. Un rapport a récemment examiné comment la crise climatique affecte déjà le football et comment les risques vont s'intensifier dans les années à venir.

Les experts ont analysé les 16 stades hôtes de la Coupe du monde masculine de la Fifa 2026 ; Deux futurs sites de la Coupe du monde : Santiago Bernabéu (Madrid, Espagne) pour 2030 et King Salman International Stadium (Riyad, Arabie saoudite) pour 2034 ;

18 terrains amateurs où des légendes du football ont fait leurs débuts.

Chaque site est évalué à l'aide de données actuelles et de projections pour 2050 concernant les chaleurs extrêmes, le stress hydrique et les phénomènes météorologiques extrêmes tels que les inondations, les tempêtes et les vents violents.

Outre l'analyse des risques climatiques, le rapport

à travailler à la réduction de leur empreinte carbone.

91% se sentiraient fiers si leur club prenait des mesures visibles en faveur du climat. 92% des personnes interrogées soutiennent les joueurs qui s'expriment publiquement sur le changement climatique.

Par ailleurs, d'ici 2050, 14 des 16 stades de la Coupe du monde masculine 2026 devraient connaître des journées où l'indice WBGT (Wet bulb globe temperature) dépassera 32°C dans un scénario à fortes émissions, SSP5-8.5, seuil à partir duquel les pauses rafraîchissement deviennent obligatoires pendant les matchs.

De plus, 11 des 16 stades devraient connaître des journées où les niveaux WBGT dépasseront 35°C, un seuil identifié en 2010 par les climatologues Steven Sherwood et Matthew Huber comme la limite de l'adaptabilité humaine à la chaleur extrême.

À ce seuil, les systèmes naturels de refroidissement du corps commencent à défaillir, augmentant le risque de coup de chaleur, de déshydratation et d'urgences médicales, non seulement pour les joueurs sur le terrain, mais aussi pour les spectateurs dans les tribunes.

Pour illustrer, la Coupe du monde masculine 2022 au Qatar a été reportée à novembre-décembre afin d'éviter les températures moyennes de 34 à 35°C enregistrées en juin-juillet, mais de nombreuses villes hôtes de 2026 enregistrent déjà des niveaux WBGT égaux ou supérieurs à ce seuil dangereux, plusieurs décennies avant que les scénarios les plus pessimistes ne se réalisent.

« Ayant des racines à la fois en Allemagne et en Côte d'Ivoire, je ressens une profonde responsabilité de faire évoluer les choses dans ces deux pays. Mais la crise climatique touche plus durement les communautés d'Abidjan. Nous devons nous unir pour garantir que chaque enfant puisse grandir dans un environnement sûr et sain », affirme l'international allemand du Bayern Munich, Serge Gnabry.

Edem Dadzie

13^e forum des agents des douanes de l’Uemoa
La contribution de l’IA au centre des réflexions

Après la 7^e édition en 2018, Lomé abrite du 20 au 24 octobre 2025 le 13^e Forum des agents des douanes de l’Union économique et monétaire ouest-africaine. Les travaux, officiellement ouverts mardi 21 octobre 2025, devront permettre de mûrir des réflexions sur l’impact de l’intelligence artificielle (IA) sur l’amélioration de l’efficacité du contrôle douanier et la gestion des risques.

Placé sous le thème : « L’intelligence artificielle et les administrations douanières de l’Uemoa : levier d’efficacité et d’intégration régionale », ce 13^e forum regroupe des membres de l’administration douanière de sept (7) pays, à savoir : le Burkina Faso, le Bénin, la Côte d’Ivoire, le Mali, le Sénégal, la Guinée-Bissau et le Togo. Seul absent, le Niger.

Les travaux officiellement ouverts au nom du ministre de l’Économie et du Budget par Atta-Kakra Essien, commissaire des douanes et droits indirects, permettront aux participants d’échanger sur les thématiques relatives aux enjeux, opportunités et perspectives de la mise en œuvre de l’intelligence artificielle (IA) au sein des services douaniers des États membres de l’Uemoa. Au-delà, d’aborder l’impact de l’IA sur

l’amélioration de l’efficacité du contrôle douanier et la gestion des risques douaniers. Concrètement, il sera question, selon Philippe Kokou Tchodié, commissaire général de l’Office togolais des recettes (OTR), de discuter des opportunités liées à l’utilisation de l’IA par les

IA, levier indispensable pour faciliter les échanges
Pour Atta-Kakra Essien, commissaire des douanes et droits indirects, l’intelligence artificielle est un levier stratégique pour promouvoir et sécuriser les échanges. Pour ce faire, le 13^e forum se positionne comme un

massive des données et l’évolution rapide des technologies numériques, elles doivent sans cesse se réinventer pour remplir efficacement leurs missions : faciliter le commerce légitime, protéger les frontières et la société, sécuriser les recettes publiques, et stimuler

vision 2040 de l’administration douanière, qui ambitionne de faire de l’espace un marché intégré compétitif et prospère, fondé sur la transformation structurelle et la modernisation des institutions publiques.

« La pertinence de ce thème trouve sa justification dans le fait que le monde est en pleine évolution technologique et les administrations douanières de la zone Uemoa ne peuvent pas se payer le luxe de rester en marge de cette évolution », a précisé Nébé Rolba Blaise, secrétaire permanent du forum.

Revenant sur l’importance de l’IA dans le domaine douanier, le Professeur Filiga Michel Sawadogo, commissaire chargé du département du Marché régional et de la Coopération, trouve que l’IA contribue à l’amélioration de la gestion du risque et du ciblage. Mieux encore, elle participe à l’autonomisation des procédures et à la réduction des délais de dédouanement ; renforce la traçabilité et la transparence des opérations et surtout, lutte plus efficacement contre la fraude.

Caleb Akponou



Photo de famille des participants au forum

administrations douanières, mais également des défis qu’elle leur impose. L’objectif étant d’échanger sur les préalables à mettre en place, afin de permettre que cette technologie renforce la transparence, améliore la qualité du service et facilite les échanges, sans compromettre la qualité des contrôles.

carrefour de réflexion, de partages des idées, de stratégies et d’expérience pour adapter les administrations douanières aux évolutions. « Nos administrations douanières se trouvent aujourd’hui à un tournant historique. Dans un contexte mondial marqué par la croissance du commerce électronique, la circulation

la compétitivité », a-t-il mentionné. À en croire les parties prenantes, il ne s’agit pas, à travers ledit forum, de remplacer l’homme par l’IA, mais de mettre cette dernière à contribution du développement de l’administration douanière de l’Union. Et cette démarche s’inscrit en droite ligne de la

Paix et sécurité

UNREC et UNODA forment sur le contrôle des armes légères à Lomé

La première édition du programme de formation des boursiers sur le contrôle des armes légères et de petit calibre est officiellement lancée, lundi 20 octobre 2025 à Lomé. La formation organisée par le Bureau des affaires de désarmement des Nations Unies (UNODA) et son Centre régional pour la paix et le désarmement en Afrique (UNREC) regroupe 19 boursiers issus de 16 pays d’Afrique.

Pour l’occasion, les travaux sont ouverts par le général de brigade Mamah Agnidoufey, chef d’état-major de l’armée de l’air, en présence de Coumba Dieng Sow, coordinatrice des Nations unies au Togo et de Jocelyne Nihimana, cheffe de la section RSS/DDR, département des Affaires politiques, de la Paix et de la Sécurité de l’Union africaine. Regroupant 19 boursiers, dont 7 femmes, issus de 16 pays d’Afrique, la formation des boursiers sur le contrôle des armes légères et de petit calibre se déroulera sur trois (3) semaines, dont deux (2) semaines à Lomé et une (1) semaine à Ouidah au Bénin. À Lomé, la formation se tient la première semaine au siège de l’UNREC, la deuxième semaine,

au centre d’entraînement des Opérations de maintien de la paix des FAT à Adidogomé. La troisième semaine, elle se tiendra à Ouidah au Bénin au CPA2T, un centre de formation en matière de contrôle des armes et de déminage. Durant la formation, il sera abordé des questions relatives à l’enregistrement, au traçage et à la gestion des stocks. Des thématiques transversales telles que le genre, l’engagement des jeunes, la coordination institutionnelle et l’intégration du contrôle des armes dans les cadres de la paix et la sécurité sont également au programme. Pour Coumba Dieng Sow, coordinatrice résidente des Nations unies au Togo, la propagation des armes légères compromet la sécurité humaine, d’où la nécessité de contribuer à transformer les aspirations de paix en une réalité. Ainsi invite-t-elle à renforcer le réseau d’experts nationaux capables d’échanger des connaissances, d’identifier des défis communs et de promouvoir des approches concertées des armes sur le

continent.
Renforcer les capacités des parties prenantes
Destinée au personnel en uniforme (militaires, gendarmes, policiers, douaniers...), aux diplomates et aux fonctionnaires de l’administration publique, cette formation a plusieurs objectifs. « Il vise à créer une communauté de praticiens dans la gestion des armes légères et de petits calibres. Il s’agit soit de marquage, de cassage et de l’enregistrement des armes de petits calibres de par le continent », a expliqué Manuel Martinez Miralles, chef de programme d’UNREC.

Pour Anselme Nahmtante Yabouri, directeur du Bureau pour les Affaires de désarmement de l’UNREC, il s’agit d’un programme de formation décidé par l’Assemblée des Nations unies. « Il vise à renforcer la capacité des experts en matière de contrôle des armes et de désarmement. C’est un programme qui est mis en œuvre région par région et il

était de bon ton que pour le démarrage Lomé accueille l’ouverture, d’autant qu’elle abrite le siège régional de l’UNREC depuis 1986 », a-t-il mentionné.

Le Togo et ses engagements
Ouvrant les travaux, le général

transparence et la coopération entre États », a-t-il mentionné avant d’ajouter : « Sous la direction du leadership de Monsieur le président du Conseil, chef suprême des armées, le Togo renforce sa sécurité et sa stratégie nationale articulant l’action



de brigade Mamah Agnidoufey, chef d’état-major de l’armée de l’air, n’a pas manqué de revenir sur les engagements du Togo pour la paix et la sécurité.

« La lutte contre la prolifération des armes légères, ce n’est pas seulement une question de sécurité. C’est aussi un enjeu de gouvernance, de développement et des priorités humaines. Elle requiert des réponses complètes fondées sur la prévention, la

gouvernementale autour du développement régional et de la gouvernance locale. Dans cet esprit, l’État s’attache à renforcer la résilience des communautés vulnérables à travers des initiatives telles que le programme d’urgence de renforcement et de la résilience (PURSS) dans la région des Savanes qui soutient les infrastructures rurales et la cohésion sociale.

Caleb Akponou



Sécurisé. Rapide. Toujours avec vous

Votre partenaire de confiance en Mobile Money

Télécharge la Super App
Mixx Togo



ou tapez le

***145#**



IB Bank Togo
Banque émettrice

